

La crise du point de vue des personnes LGBTQ+



Par le comité LGBTQ+ du CCMM-CSN
En collaboration avec Interligne et la Fondation Émergence

Au même titre que l'ensemble de la population, les personnes LGBTQ+ n'ont pas échappé aux effets de la pandémie et du confinement. Certaines problématiques particulières affectant la communauté LGBTQ+ ont cependant amplifié les effets de la crise, qui ont notamment été documentés par EGALÉ Canada dans un rapport produit en mai 2020, qui constate que les « communautés [LGBT+] sont durement et particulièrement touchées [par la crise pandémique]. Les personnes LGBTQ+ vivent plus de mises à pied, de répercussions sur leur santé mentale et physique, et ont plus souvent une situation financière précaire. »¹

Dans le même sens, un groupe d'experts internationaux a interpellé l'ONU en insistant sur le fait que, partout sur la planète, les personnes LGBTQ+ sont surreprésentées parmi les pauvres, les personnes itinérantes et les personnes sans couverture médicale, ce qui les rend particulièrement vulnérables à la pandémie. Il est dès lors pertinent de réfléchir à la manière spécifique dont la communauté LGBTQ+ montréalaise a été affectée par la crise.²

Nous présenterons ici quelques constats, pour ensuite mettre de l'avant les recommandations que le comité LGBTQ+ du CCMM-CSN souhaiterait voir mises de l'avant lors de la sortie de crise.



Parlons de
diversité sexuelle
et de genre



Le double confinement des personnes LGBTQ+

En raison de leur situation particulière, plusieurs personnes LGBTQ+ se sont retrouvées dans un « double confinement » : confinées en raison de la pandémie, plusieurs d'entre elles l'étaient par surcroît dans un milieu hostile à leur réalité. Ceci est particulièrement vrai chez les jeunes et les aîné-es.

On imagine facilement comment des semaines de confinement au sein d'une famille conservatrice, voire homophobe, ont pu être lourdes pour un ou une jeune LGBTQ+ ou en questionnement sur son orientation sexuelle ou son identité de genre. Il arrive en effet fréquemment que des jeunes doivent cacher leur véritable identité à leur famille par crainte d'être rejetés ou ostracisés.³ Vivre 24 heures sur 24, 7 jours sur 7, avec des

personnes qui ne reconnaissent pas ce qu'ils ou elles sont, ou pire encore les rejettent, est une épreuve qu'on ne souhaite à personne. L'impossibilité d'avoir accès à ses ami-es et à sa famille choisie pour partager ses inquiétudes ou ses sources d'anxiété rajoutait du stress à cette situation plus qu'inconfortable. C'est en ce sens que l'on peut parler dans certains cas du « double confinement » vécu par les personnes LGBTQ+.

Dans le cas des aîné-es, la situation est différente, mais pas nécessairement plus facile. Les maisons de retraite n'étant pas reconnues comme des milieux très ouverts à la réalité LGBTQ+, l'accès à la famille choisie et au cercle d'ami-es représente pour plusieurs personnes âgées LGBTQ+ une nécessité psychologique afin de garder le moral. Ajoutons à cela que parmi les aîné-es, le confinement et les discours homophobes dont la crise a été l'occasion n'ont pas été sans rappeler les épreuves de l'époque où il fallait encore garder secrète son orientation sexuelle et son identité de genre. Certaines d'entre elles ont vécu très difficilement la période de confinement pour ces raisons.

Il faut aussi considérer que la prévalence supérieure à la normale des problématiques de santé mentale au sein de la communauté LGBTQ+ (dépression, anxiété, toxicomanie, alcoolisme, etc.), s'expliquant par des expériences de vie traumatiques comme le rejet, le dénigrement et le stress minoritaire, a aussi été un enjeu significatif durant la pandémie. Les personnes souffrant de telles problématiques sont plus sensibles aux situations stressantes ou anxiogènes, si bien que plusieurs d'entre elles ont vécu la crise de la COVID-19 comme un véritable supplice, d'autant plus que certaines personnes ont perdu l'accès aux services dont elles ont besoin. Interligne a d'ailleurs remarqué une augmentation de 30 % à 40 % des

recours à ses services et a dû embaucher du personnel supplémentaire pour répondre à cette demande accrue. L'organisme a aussi mis sur pied un réseau d'appui aux aîné-es LGBTQ+ afin de lutter contre leur isolement en les jumelant avec des personnes bénévoles qui s'assuraient de prendre de leurs nouvelles quelques fois par semaine.

Bien que les craintes d'une grande partie des personnes qui ont eu recours aux services d'Interligne n'étaient pas essentiellement différentes que celles de la population en général (peur de la maladie, insécurité économique, isolement, etc.), la situation était plus lourde à porter pour plusieurs d'entre elles en raison des traumatismes accumulés au fil des années et de l'absence de personnes avec qui partager leurs inquiétudes. En effet, la probabilité d'habiter seul est doublée dans la communauté LGBTQ+ par rapport à la population en général, ce qui a contribué à rendre le confinement plus difficile à supporter.⁵

Les effets économiques de la pandémie Beaucoup de personnes LGBTQ+ évoluent dans des secteurs d'activité qui ont été parmi les plus touchés durant la pandémie : restauration, services, tourisme et hôtellerie, secteur de la santé, etc. Elles y sont surreprésentées comparativement à leur présence réelle dans la société, même si évidemment des personnes LGBTQ+ sont présentes dans tous les secteurs économiques. On comprend donc que les membres de la communauté ont été très affectés économiquement et socialement par le confinement et la fermeture des commerces pendant presque trois mois.

Cette situation a également touché la communauté LGBTQ+ au sens large : plusieurs s'inquiètent en effet de l'avenir du Village, dont l'économie repose précisément sur des entreprises

qui ont été fermées pendant de longues semaines : restaurants et bars, salles de spectacles, hôtels, etc. La diminution appréhendée du tourisme international aura sans doute des effets à long terme sur l'économie du Village, qu'il faut prendre au sérieux. Les questions sur l'avenir économique du quartier, où la communauté est profondément ancrée, sont importantes et appellent des mesures qui permettront de sauvegarder la vitalité de ce secteur névralgique de la ville, à plus forte raison si on considère que les établissements du Village représentent des *safe spaces* pour les membres de la communauté.

Les organismes et les services à la communauté affectés

Pour différentes raisons historiques liées aux stigmatisations dont elles ont été et continuent d'être victimes, les personnes LGBT+ ont tendance à s'adresser aux organismes de leur communauté plutôt qu'aux organismes généraux lorsqu'ils et elles ont besoin de services ou d'aide. Ceci est particulièrement vrai pour les personnes trans, mais s'applique en général aux membres de la communauté.

Or, comme tous les organismes communautaires, les organismes de la communauté LGBT+ ont été affectés par la crise de différentes façons, notamment les organisations vouées à la défense des droits. Les organismes recevant des dons ont vu leurs revenus diminuer, ce qui est compréhensible compte tenu de l'insécurité financière et professionnelle où plusieurs personnes ont été plongées durant la pandémie, ce qui les rendait moins enclines à faire des dons. Dans certains cas, cette perte de revenus a entraîné des abolitions de postes au sein des organismes, des

reports d'embauche ou l'annulation de stages; des personnes bénévoles œuvrant au sein des organismes se sont retrouvées devant l'impossibilité d'y travailler, ce qui a aussi eu un effet néfaste sur les services. Dans les cas les plus extrêmes, les conséquences financières de la crise menacent la survie même des organismes, ce qui est particulièrement vrai des organismes qui s'appuient principalement sur l'autofinancement suite aux pressions en ce sens exercées par le gouvernement du Québec au cours des dernières années. Il faut dire que plusieurs se trouvaient déjà dans une situation précaire et peinaient à répondre aux demandes avant même le début de la pandémie.⁴

Même dans les cas où les organismes n'ont pas mis de personnel à pied, l'accès aux services a été réduit en raison du confinement. Devant l'impossibilité de se rendre sur place pour rencontrer des intervenantes ou intervenants, certaines personnes sont prises au dépourvu parce qu'elles n'ont pas accès à un ordinateur ou à une connexion Internet. Ce ne sont pas tous les organismes qui ont réussi à faire le passage au mode télétravail avec le même succès.



La situation des personnes trans

Dans le contexte de surchauffe du réseau de la santé résultant de la pandémie, les services de santé auxquels les personnes trans ont recours, notamment les traitements d'hormonothérapie, ont été suspendus. Des chirurgies de réassignation ont également été annulées, au détriment du bien-être psychologique de personnes qui les attendaient parfois depuis très longtemps.

Des personnes qui suivaient une thérapie hormonale ont vu leur accès aux hormones interrompu durant la pandémie. Ceci, de même que le report de chirurgies de réassignation, a entraîné une hausse des cas de détresse et de dysphorie de genre. Si on ajoute à la suspension de ces services médicaux la difficulté d'accéder à des services d'appui psychologique, on peut facilement comprendre que la période de confinement a été vécue très difficilement par de nombreuses personnes trans.

Par ailleurs, les autres problématiques vécues par les personnes trans en temps normal ont elles aussi été amplifiées par la crise, notamment en matière d'isolement, de discrimination en emploi et dans l'accès au logement. Dans un contexte où les visites d'appartements étaient grandement compliquées par la pandémie, les personnes trans ont eu encore plus de difficulté à trouver un logement accueillant, propriété de personnes ouvertes à leur réalité. Alors que la vie est déjà difficile pour les personnes trans, la pandémie est venue exacerber les difficultés et discriminations dont elles sont victimes.

La situation internationale

Même si ce rapport concerne la situation montréalaise, nous ne pouvons passer sous silence certains éléments concernant les droits et les conditions de vie des personnes LGBT+ à l'international. Comme c'est toujours le cas, la crise de la COVID-19 a été marquée par une recrudescence de la discrimination et des atteintes aux droits des personnes marginalisées, notamment LGBT+. Selon les pays, ce phénomène a pris différentes formes : suspension de lois protégeant les droits des LGBT+, exactions à l'encontre de personnes LGBT+ et commentaires homophobes de certains chefs politiques et religieux quant à l'origine de la pandémie et de sa propagation.

Comme le soulignait Robert-Paul Juster, chercheur au Centre de recherche de l'Institut universitaire en santé mentale de Montréal, en entrevue à Radio-Canada le 20 mai

dernier, « quand l'économie souffre, les discriminations augmentent dans toutes les communautés marginalisées ». ⁶ Ce fut le cas pour la crise pandémique en ce qui concerne les droits des personnes LGBT+ sur la planète, ce qui a même poussé Michelle Bachelet, Haute-Commissaire de l'ONU aux droits de l'homme, à faire une sortie pour dénoncer les pays qui ont utilisé la pandémie pour faire reculer les droits des LGBT+. ⁷ Madame Bachelet a par exemple dénoncé la Hongrie, dont le premier ministre Viktor Orbán a tenté d'utiliser la crise pandémique pour faire adopter une loi transphobe interdisant le changement de genre. ⁸

Sans enchaîner les exemples, il faut souligner que des atteintes aux droits des personnes LGBT+ ont été documentées en Ouganda, en Pologne, au Belize, en Irak, en Israël, aux Îles Caïman etc. ⁸ Il est évident qu'un peu partout sur la planète, les personnes qui

cherchent à s'en prendre aux membres de la communauté LGBT+ ont cherché à se servir de la pandémie pour attaquer les droits de la communauté et nourrir la stigmatisation envers ses membres, ce que nous ne pouvons évidemment que dénoncer.

Recommandations

Compte tenu de ce qui précède, le comité LGBT+ du CCMM-CSN souhaite mettre de l'avant quelques recommandations susceptibles de favoriser la lutte à la discrimination et l'égalité de droits des personnes LGBT+.

- Que le financement des tous les organismes venant en aide aux personnes LGBT+, en particulier les organismes de défense des droits, soit augmenté et garanti à long terme;
- Que des mesures soient mises en place par les différents paliers de gouvernement pour s'assurer que les personnes LGBT+, notamment les personnes trans, aient accès à des services de santé et de services sociaux respectueux de leurs besoins et exempts de toute discrimination;
- Que des mesures soient mises en place pour assurer la reprise économique et la survie des commerces du Village;
- Que la lutte contre la discrimination homophobe, biphobe et transphobe soit une priorité des gouvernements, et que des campagnes de sensibilisation soient lancées pour lutter contre ces préjugés;
- Que les personnes travaillant dans l'administration publique, les services publics et les forces policières reçoivent des formations spécifiques sur la manière d'aborder les enjeux LGBT+.

Notes:

1. Cité par le CQLGBT : <https://www.conseil-lgbt.ca/2020/05/05/realites-et-besoins-des-organismes-lgbtq-quebecois-en-situation-pandemique/>

2. <https://www.ohchr.org/EN/NewsEvents/Pages/DisplayNews.aspx?NewsID=25884&LangID=E>

3. C'est d'ailleurs pour souligner l'importance du soutien familial que la Fondation Émergence a choisi le thème « Le soutien de la famille, c'est essentiel » pour sa campagne de la Journée internationale de lutte contre l'homophobie et la transphobie de cette année : <https://www.homophobie.org/famille>.

4. <https://www.conseil-lgbt.ca/2020/05/05/realites-et-besoins-des-organismes-lgbtq-quebecois-en-situation-pandemique/>

5. Entrevue avec Pascal Vaillancourt, directeur général d'Interligne, diffusée lors de l'édition du 14 juin 2020 de l'émission *Fière allure* sur Ici Première. <https://ici.radio-canada.ca/premiere/emissions/fiere-allure>

6. Entrevue diffusée lors de l'édition du 14 juin 2020 de l'émission *Fière allure* sur Ici Première. <https://ici.radio-canada.ca/premiere/emissions/fiere-allure>

7. <https://www.komitid.fr/2020/04/24/onu-michelle-bachelet-covid-19-persecuter-personnes-lgbt/>

8. <https://www.komitid.fr/2020/04/03/hongrie-le-premier-ministre-viktor-orban-veut-faire-adopter-une-loi-transphobe/>

9. Voir entre autres <https://www.ohchr.org/Documents/Issues/LGBT/LGBTIpeople.pdf> et <https://www.globalcitizen.org/fr/content/how-covid-19-is-affecting-lgbtq/>